

Ua 6863

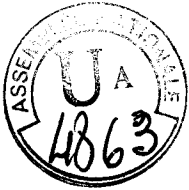
N° 1161

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

NEUVIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1989 - 1990



Annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1989.

## RAPPORT D'INFORMATION

DÉPOSÉ

*en application de l'article 145 du Règlement*

PAR LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES,  
FAMILIALES ET SOCIALES (1)

*sur l'égalité professionnelle  
entre les femmes et les hommes,*

ET PRÉSENTÉ

PAR Mme YVETTE ROUDY,

Députée.

---

(1) La composition de cette commission figure au verso de la présente page.

*Travail. - Emplois - Femmes - Hommes - Rémunérations - Salariés.*

*La commission des affaires culturelles, familiales et sociales est composée de :*

MM. Jean-Michel Belorgey, *président* ; Alain Calmat, Jean-Paul Fuchs, Mme Yvette Roudy, MM. André Santini, *vice-présidents* ; Jean-Pierre Foucher, Denis Jacquat, Jean-Jack Queyranne, René Rouquet, *secrétaires* ; MM. Gustave Ansart, Robert Anselin, Gautier Audinot, Mme Roselyne Bachelot, MM. Bernard Bardin, Jacques Barrot, Claude Bartolone, Mme Michèle Barzach, MM. Jean-Claude Bateux, Umberto Battist, Henri Bayard, François Bayrou, Roland Beix, Jean-Pierre Bequet, Bernard Bioulac, Jean-Claude Boulard, Bruno Bourg-Broc, Jean-Pierre Braine, Mme Frédérique Bredin, MM. Louis de Broissia, Christian Cabal, Jean-Paul Calloud, Jean-Christophe Cambadélis, Roland Carraz, Laurent Cathala, Jean-Charles Cavaillé, René Cazenave, Aimé Césaire, Jacques Chabandémas, Jean-Yves Chamard, Guy Chanfrault, Bernard Charles, Jacques Chirac, Paul Chollet, Didier Chouat, André Clert, Michel Coffineau, Georges Colombier, René Couanau, Olivier Dassault, Bernard Debré, Marcel Dehoux, Bernard Derosier, Alain Devaquet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Willy Diméglio, Jacques Dominati, Julien Dray, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Xavier Dugoin, Jean-Paul Durieux, André Durr, Mme Janine Ecochard, MM. Christian Estrosi, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, Michel Françaix, Serge Franchis, Marcel Garrouste, Jean-Claude Gayssot, Jean Giovannelli, François-Michel Gonnot, Gérard Grignon, Jacques Guyard, Jean-Yves Haby, Georges Hage, Guy Hermier, Pierre Hiard, Mmes Elisabeth Hubert, Marie Jacq, Muguette Jacquaint, MM. Alain Juppé, Jean-Philippe Lachenaud, Marc Laffineur, Jacques Lafleur, Jean-François Lamarque, Edouard Landrain, Dominique Larifla, Jean Laurain, Mme Marie-France Lecuir, MM. Robert Le Foll, Jean-Marie Le Guen, Robert Loidi, Maurice Louis-Joseph-Dogué, Jean-Pierre Luppi, Thierry Mandon, Georges Marchais, Mme Gilberte Marin-Moskovitz, MM. Didier Mathus, Jean-François Mattei, Alain Mayoud, Charles Metzinger, Michel Meylan, Mme Hélène Mignon, M. Gilbert Mitterrand, Mme Christiane Mora, MM. Maurice Nénou-Pwataho, Alain Néri, Pierre Ortet, Mmes Françoise de Panafieu, Christiane Papon, Monique Papon, MM. Michel Pelchat, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Michel Péricard, Francisque Perrut, Mme Yann Piat, MM. Yves Pillet, Bernard Pons, Alexis Pota, Jean-Luc Preel, Jean Proveux, Guy Ravier, Alfred Recours, Gilles de Robien, François Rochebloine, Rudy Salles, Philippe Sanmarco, Jacques Santrot, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Bernard Schreiner (*Bas-Rhin*), Bernard Schreiner (*Yvelines*), Robert Schwint, Mme Marie-Josèphe Sublet, MM. Jean-Pierre Sueur, Michel Terrot, Jean-Michel Testu, André Thien Ah Koon, Jean Ueberschlag, Jean Valleix, Alain Vidalies, Philippe de Villiers, Adrien Zeller.

## SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE</b> .....	7
<b>Introduction</b> .....	7
<b>I.- L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES EST UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DE LA PLACE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ</b> .....	9
<b>A.- Le nouveau rôle social de la femme est le résultat d'un mouvement général d'émancipation et de profondes transformations de la société</b> .....	9
1. <i>Le mouvement d'émancipation de la femme a été accéléré par la prise de conscience et l'action du mouvement féministe</i> .....	9
2. <i>Des transformations profondes de la société ont modifié la place de la femme</i> .....	17
a. <i>La reconnaissance du statut politique de la femme et du principe constitutionnel de l'égalité des droits</i> .....	17
b. <i>La transformation du statut juridique et familial de la femme (droit de la personne et droit des biens)</i> .....	21
c. <i>Le changement de signification du mariage</i> .....	23
d. <i>La reconnaissance de la vie maritale</i> .....	24
e. <i>La modification des rôles dans le couple contemporain</i> .....	25
f. <i>Le droit à la contraception, conquête de l'autonomie des femmes</i> .....	27
g. <i>La légalisation de l'interruption volontaire de grossesse</i> .....	28
h. <i>Les progrès de la biologie et de la génétique</i> .....	28
<b>B.- L'activité professionnelle des femmes apparaît comme un phénomène irréversible</b> .....	29
1. <i>Le travail des femmes n'est pas un phénomène nouveau</i> .....	29
2. <i>Le phénomène nouveau est la remontée du travail féminin depuis 1962</i> .....	30
3. <i>La remontée du travail féminin concerne toutes les classes d'âge</i> .....	31
4. <i>La tendance observée s'est accélérée dans les années récentes et paraît irréversible</i> .....	34
5. <i>L'image de la "femme-mère au travail" s'est imposée dans la société</i> .....	34
<b>C.- La loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes traduit dans le droit et les relations sociales l'aspiration des femmes au travail</b> .....	37
1. <i>La loi prolonge le principe européen de l'égalité de traitement entre hommes</i> .....	37
a. <i>L'article 119 du Traité de Rome, et le principe de l'égalité de rémunération</i> .....	37
b. <i>La directive sur l'égalité de traitement en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle ainsi que les conditions de travail</i> .....	38
c. <i>Le programme d'action communautaire pour l'égalité des chances</i> .....	39
2. <i>La loi du 13 juillet 1983 consacre le principe de non discrimination à raison du sexe ou de la situation de famille</i> .....	40
a. <i>Un principe général du droit</i> .....	40
b. <i>Un principe précisé par la loi</i> .....	41

3.	<i>La loi interdit les discriminations dans les conventions collectives et les contrats</i> .....	42
a.	L'égalité en matière d'accords ou de conventions collectives .....	42
b.	L'égalité en matière de contrats de travail .....	43
c.	La sanction des discriminations .....	48
4.	<i>La loi prévoit des mesures propres à assurer l'information et à favoriser le rattrapage du retard constaté</i> .....	49
a.	L'information sur la situation au regard de l'égalité professionnelle .....	49
b.	Les mesures propres à favoriser le rattrapage du retard des faits sur le droit .....	50
<b>II.- MALGRÉ LES MESURES CORRECTRICES CONTENUES DANS LA LOI DU 13 JUILLET 1983, TROP D'INÉGALITÉS PROFESSIONNELLES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DEMEURENT</b> .....		54
A.-	L'impact du rapport de situation comparée entre les femmes et les hommes, présenté au comité d'entreprise par l'employeur, est insuffisant .....	54
1.	<i>Le rapport doit en principe fournir une information précise sur la situation comparée des hommes et des femmes dans l'entreprise et donner lieu à un véritable débat</i> .....	54
2.	<i>Les autorités administratives centrales sont mal informées de la situation comparée des hommes et des femmes dans les entreprises</i> .....	55
a.	Une absence de remontée systématique .....	55
b.	Des moyens de mise en oeuvre insuffisants de la part de l'Administration et des employeurs .....	56
3.	<i>Les rapports sont trop imprécis et leur qualité est très inégale</i> .....	57
a.	L'étude du CREDOC .....	57
b.	L'étude "Plus Consultant stratégie" .....	58
c.	L'étude réalisée sur la région de Bretagne .....	59
d.	Les travaux du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle .....	60
B.	L'examen de l'application de la loi révèle souvent un éloignement des intentions initiales du législateur, malgré quelques réussites exemplaires .....	62
1.	<i>La réalité actuelle est souvent éloignée des intentions initiales du législateur</i> .....	62
a.	En ce qui concerne la nature et le contenu des plans d'égalité professionnelle .....	62
b.	En ce qui concerne les structures administratives (Conseil supérieur de l'égalité professionnelle et Mission de l'égalité professionnelle) .....	66
2.	<i>Le nombre trop modeste des plans d'égalité professionnelle n'a pas empêché quelques réussites exemplaires</i> .....	68
a.	Le nombre des plans d'égalité professionnelle est encore trop modeste. ....	68
b.	Certains plans peuvent être considérés comme exemplaires .....	69
	- Le plan d'égalité des chances de Moulinex .....	69
	- Le plan d'égalité professionnelle de Sofinco .....	74
C.-	Trop d'inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes demeurent .....	81
1.	<i>L'idéal d'égalité des rémunérations est encore loin d'être atteint</i> .....	81
2.	<i>La différenciation sexuelle du travail persiste</i> .....	85
3.	<i>Certaines protections spécifiques de la femme ou de la mère au travail, explicables par l'histoire sociale, peuvent être utilisées contre l'emploi des femmes</i> .....	89
4.	<i>Des handicaps cumulatifs entraînent un taux de chômage plus important pour les femmes que pour les hommes</i> .....	93

5. Les femmes subissent davantage que les hommes la flexibilité et la précarité du travail, en particulier le travail à temps partiel .....	98
<b>III.- RECRÉER UNE VÉRITABLE DYNAMIQUE EST NÉCESSAIRE POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF D'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>103</b>
A.- Les autorités politiques et administratives et les partenaires sociaux doivent s'impliquer plus activement dans la réalisation de l'objectif d'égalité professionnelle .....	103
1. Les femmes sont insuffisamment représentées parmi les décideurs .....	103
2. Les autorités politiques et administratives ainsi que les partenaires sociaux doivent participer plus activement à la réalisation de l'objectif d'égalité professionnelle. ....	106
a. Les autorités politiques .....	106
b. Les autorités administratives .....	107
c. Les partenaires sociaux .....	108
B.- Une véritable culture de l'égalité doit être développée .....	110
1. Le droit français doit être empreint d'une conception moins théorique et moins rigide de l'égalité .....	110
2. L'école doit avoir pour mission de développer l'égalité .....	116
3. Une formation spécifique doit être dispensée à l'université par des unités d'études féministes .....	119
4. Les acteurs administratifs et syndicaux doivent être formés à l'égalité professionnelle .....	121
5. L'information des femmes doit être améliorée .....	121
6. Les incitations à la signature de plans d'égalité professionnelle doivent être développées, notamment en y subordonnant l'attribution des marchés publics .....	124
7. Les avantages accordés exclusivement à la mère doivent l'être indifféremment à l'un ou l'autre parent .....	124
C.- Le harcèlement sexuel doit être sanctionné .....	125
1. Trop de femmes sont victimes d'agressions sexuelles et en particulier de harcèlement sexuel .....	125
2. Une législation sanctionnant le harcèlement sexuel est aujourd'hui nécessaire .....	128
<b>Conclusion .....</b>	<b>130</b>
<b>EXAMEN EN COMMISSION .....</b>	<b>132</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>134</b>
1. Contenu résumé des vingt plans d'égalité professionnelle signés et transmis à l'Administration centrale depuis 1983 .....	135
2. Les femmes et la politique aux Etats-Unis .....	146
3. La lutte contre les discriminations aux Etats-Unis .....	148
4. Convention du 20 décembre 1984 entre le Ministère de l'Education nationale et le Ministère des Droits de la femme .....	152

Mesdames, Messieurs,

Le 14 juillet 1983, la loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes était publiée.

Cette loi est l'une de celles qui marquent une étape importante de l'émancipation des femmes car elle est le fruit de longs combats et, en ce qui concerne votre rapporteur, représente l'un des aboutissements de plus de vingt ans de lutte et de réflexion, de travail et d'espoir.

La loi du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est l'une de celles qui consacrent un droit conquis par les femmes depuis plusieurs années mais dont elles doutaient encore.

En effet, la loi sur l'égalité professionnelle était bien la conséquence logique des changements relatifs au statut juridique et au rôle de la femme qui n'est plus un être dépendant placé sous la tutelle de l'homme : père, mari ou frère.

L'évolution de la société ne s'est toutefois pas accompagnée des mêmes changements dans le monde du travail. Ainsi, en 1960, il n'y avait que 14 % de femmes parmi les personnes exerçant une profession libérale. En 1989, ce taux est de 30,9 %.

Aujourd'hui, l'aspiration au travail est incontestable et irréversible. Les femmes travaillent autant par nécessité que par un légitime besoin d'autonomie économique et de dignité. Mais elles rencontrent encore trop d'obstacles dans l'exercice de leur profession.

L'objectif de la loi du 13 juillet 1983 est de réaliser l'égalité des droits et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes face à la vie professionnelle.

\*  
\* \*

Plus de six ans après sa promulgation, le moment est venu d'évaluer l'application de cette loi.

L'exercice d'une telle mission de contrôle par les commissions permanentes, et notamment par votre Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales, est tout à fait conforme au rôle traditionnel du Parlement. Il répond aussi au souci du Président Laurent Fabius de moderniser l'Assemblée nationale et de développer ses pouvoirs de contrôle et d'investigation.

Le législateur ne doit pas se satisfaire de voter les lois. Il doit aussi se sentir responsable de leur application.

Il ressort du travail d'information auquel votre rapporteur s'est livré, en France et à l'étranger, que le chemin parcouru est incontestable mais que l'égalité entre les femmes et les hommes ne constitue plus une priorité, comme dans les années 70, avec, par exemple, l'année de la femme en 1975 et la Conférence de Mexico, organisée par l'ONU sur la situation des femmes dans le monde ou encore celle de Nairobi en 1985 qui a dressé le bilan de la décennie de la femme. Sans doute, la reconnaissance sociale du rôle de la femme est-elle bien un succès mais celui-ci ne doit pas constituer un alibi permettant d'occulter les trop nombreuses inégalités qui persistent encore.

Sans une politique générale volontariste reposant sur une articulation logique des politiques sectorielles, l'égalité des chances entre les femmes et les hommes risque de rester un voeu pieux et l'élan suscité ne peut dès lors que retomber.

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est un élément essentiel de la place de la femme dans la société.

Malgré les mesures correctrices contenues dans la loi du 13 juillet 1983, trop d'inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes demeurent.

Recréer une véritable dynamique est nécessaire pour atteindre l'objectif d'égalité professionnelle.

\*

\* \*

**I.- L'ÉGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES EST UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DE LA PLACE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ**

**A.- Le nouveau rôle social de la femme est le résultat d'un mouvement général d'émancipation et de profondes transformations de la société**

*1. Le mouvement d'émancipation de la femme a été accéléré par la prise de conscience et l'action du mouvement féministe*

"Je n'ai jamais nourri l'illusion de transformer la condition féminine. Du moins ai-je aidé mes contemporaines à prendre conscience d'elles-mêmes et de leur situation "écrivait Simone de Beauvoir.

Il est vrai que la prise de conscience du mouvement féministe a favorisé la progression de la cause des femmes.

"Le deuxième sexe", essai publié par Simone de Beauvoir a aidé les femmes à ne plus croire qu'elles étaient -par nature- d'une condition inférieure, un objet second par rapport à l'homme.

Ce n'est pas la nature féminine qui est la source de cette infériorité mais c'est bien la croyance culturelle.

On connaît la formule célèbre : "On ne naît pas femme on le devient" "c'est en effet l'ensemble de la civilisation qui élabore ce produit intermédiaire entre le mâle et le castrat qu'on qualifie de féminin."

Les femmes sont idéologiquement conditionnées par une "mystique féminine" qui les enferme dans leur situation de mère et d'épouse au foyer. C'est ce que démontre Betty Friedan dans son livre "La femme mystifiée" (Editions Denoël - 1964, Traduction d'Yvette Roudy).

Il s'agit de refuser la culpabilisation de la femme qui souhaite travailler. Le travail peut devenir un facteur d'émancipation. Mais il revient aux femmes d'agir pour la reconnaissance de leurs droits contre les discriminations.

"Idéalisée et entravée en même temps", telle est encore aujourd'hui la caractéristique de la situation de la femme dans la société française.

Comme l'exprime Virginia Woolf dans son ouvrage, publié en 1929, "Une chambre à soi" : "Les femmes ont pendant des siècles servi aux hommes de miroirs, elles possédaient le pouvoir



magique et délicieux de réfléchir une image de l'homme deux fois plus grande que nature."

Certes, elle pouvait détenir un pouvoir très important mais seulement dans quelques domaines très particuliers. Juridiquement la situation de la femme était celle d'une mineure. Il s'agissait d'une situation de véritable infériorité.

La femme devait obéissance à son mari et recevait sa protection. Elle devait résider là où il le voulait au besoin par la force. En cas d'adultère, la femme pouvait être condamnée à une peine d'emprisonnement de 3 à 24 mois. Pas le mari. Celui-ci ne commettait d'infraction que s'il installait une concubine au domicile conjugal.

C'est seulement à la suite de la loi du 13 juillet 1907 que les femmes mariées obtiennent la libre disposition de leur salaire alors qu'elles bénéficient de ce droit depuis 1860 aux Etats-Unis et depuis 1870 en Grande-Bretagne.

La loi du 18 février 1938 reconnaît la capacité juridique de la femme et selon l'article 215 du code civil : "La femme mariée a pleine capacité de droit. Les restrictions à cet exercice ne peuvent résulter que de limitations légales ou du régime matrimonial qu'elle a adopté."

Les dispositions de l'article 213 selon lesquelles "le mari doit protection à sa femme ; la femme doit obéissance à son mari" sont remplacées par "Le mari, chef de la famille a le choix de la résidence du ménage".

Beaucoup plus tard en 1965, la femme est autorisée à gérer ses biens et, depuis 1970 elle peut partager l'autorité parentale. Depuis 1975, elle n'est plus obligée de suivre son mari en cas de changement de résidence. Depuis 1985 les parents peuvent gérer à égalité les biens de leurs enfants mineurs.

Sans l'action et la pression des mouvements féministes l'obtention de ces droits n'aurait pas été possible.

En effet, outre une prise de conscience, le féminisme est une action. La prise de conscience consiste à réaliser que les femmes sont des personnes humaines et non des "compléments" des hommes. L'action vise à modifier le statut social, familial professionnel des femmes, en lutte à la fois contre les mythes (qui idéalisent mais dégradent la femme) et les situations réelles qui ont engendré ces mythes ou en découlent.

Le mouvement féministe a d'abord été anglo-saxon, avec les "suffragettes" ou nordique et n'a atteint la France que de façon relativement tardive, et, plus sans doute qu'ailleurs, il y est difficile d'y voir un mouvement unique et cohérent. Il traverse et teinte d'autres mouvements d'opinion ; il forme un appendice à d'autres groupements réels ou virtuels. Il exprime les aspirations d'une catégorie humaine qui appartient à des classes sociales, à des idéologies en dehors même d'une appartenance à un sexe. Le

féminisme ne peut méconnaître les différences sociales et nationales. Il est donc multiple et difficile à saisir. Il y a plusieurs féminismes, notamment un féminisme socialiste, chrétien social, maçonnique ou libéral.

**Les thèmes féministes du XXe siècle, s'étaient en fait enracinés dans la conscience occidentale depuis la fin du Moyen-Age :**

- L'idée que les différences entre hommes et femmes proviennent non pas de la nature mais de l'éducation différente des deux sexes et que l'accès des filles à l'instruction doit les préparer à assumer tous les rôles refusés par la société est exprimée par Christine de Pisan au XIVe siècle en France ou par Mary Wollstonecraft au XVIIIe siècle en Angleterre, qui proclame dans "Défense des droits de la femme en 1792" : "la femme partage les droits des hommes et elle stimulera leurs vertus".

- La protestation contre la "mort civile" de la femme dans la famille et son éviction des fonctions économiques et sociales est déjà exprimée par la poétesse Louise Labbé : "que les sévères lois des hommes n'empêchent plus les femmes de s'appliquer aux sciences".

Marie de Gournay, la "fille d'alliance" de Montaigne, écrit dans le "Grief des Dames" en 1626 : "Bienheureux es-tu lecteur si tu n'es pas de ce sexe, qu'on interdit de tous les biens, l'interdisant de la liberté.

Flora Tristan ne dissocie pas la libération des femmes de celle des travailleurs. "L'homme le plus opprimé peut opprimer un être qui est sa femme. Elle est la prolétaire du prolétaire".

Il convient d'observer que, parmi les différents thèmes de contestation politique et sociale, le féminisme français se distingue de celui des autres pays comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ou le Canada jusqu'au début du XXe siècle.

Condorcet demandait dès 1787 dans sa "Lettre d'un bourgeois de Newhaven à un citoyen de Virginie" le droit de vote pour les femmes au nom du droit naturel, mais pendant longtemps cette revendication eut en France peu d'écho. Si le féminisme anglo-saxon insista plutôt sur la revendication des droits politiques, celle-ci joua un rôle secondaire en France, à cause du climat politique national. Une des composantes de la vie politique sous la IIIe République fut, en effet, l'anticléricalisme des groupes sociaux où se recrutaient les féministes, c'est-à-dire la petite et moyenne bourgeoisie, les libérales, les radicales, le milieu intellectuel. Certaines féministes, qui ne souhaitaient pas que le droit de vote soit accordé aux femmes, soutenaient que celles-ci favoriseraient par leurs suffrages le "parti clérical". Le droit de vote ne s'est pas vu reconnaître de caractère indispensable et il en est découlé une insuffisante pression sur les parlementaires pour améliorer la situation économique, sociale et juridique des femmes jusqu'au début de la seconde moitié du XXe siècle.

Au XIXe siècle, l'époque a été très défavorable au féminisme en France.

Le travail féminin, en discussion depuis le XVIe siècle fait, au XIXe siècle, l'objet d'une véritable hostilité. L'idéologie visant à confiner la femme dans l'exécution des tâches non-marchandes atteint alors son apogée. Les entrepreneurs profitaient de la création d'une main d'oeuvre gratuite sous la forme d' "aide familiale". Les ouvriers redoutaient la concurrence. Cette réprobation existait chez les penseurs traditionnels comme Le Play et de Bonald et même chez les socialistes comme Proudhon. Elle existait aussi chez les syndicalistes et les ouvriers pour lesquels l'embauche d'une femme était un motif de grève.

Seuls les socialistes utopistes, les plus libéraux étaient acquis au féminisme, encore n'avaient-ils qu'une vision partielle de l'émancipation féminine : les Saint-simoniens ne pensaient pas abolir le mariage, et les disciples de Fourier, tel Cabet, n'accordaient pas l'égalité aux femmes, exclues des fonctions publiques. Proudhon cantonnait la femme à l'alternative ménagère-courtisane, et à celui-ci, qui prétendait que l'atelier n'était pas fait pour les femmes, Jeanne Derouin répondait "changez les conditions de l'atelier mais n'en chassez pas les femmes".

Sans détailler les étapes de l'histoire féministe, il est important de replacer ce mouvement dans l'histoire pour comprendre les facteurs de développement et de freinage de l'égalité professionnelle. Le féminisme est, en effet, un mouvement porteur d'une demande de changement de la vie qui participe du mouvement d'aspiration collective vers l'égalité.

Les premiers mouvements féministes sont certes nés au XIXe siècle.

Auparavant les premières féministes étaient des individualités assez isolées.

Dès 1791, Olympe de Gouges, par exemple, avait été l'auteur d'une déclaration des droits de la femme.

On peut citer aussi en 1836 Mme Herbinot de Mauchamps qui fonde la "Gazette des femmes" dirigée par des femmes et qui revendiquait le droit de vote et l'accès des femmes à certaines professions exercées par des hommes.

Le féminisme apparu en France à cette époque était principalement soutenu par les femmes de classes moyennes et par les ouvrières. Le mouvement féministe revendiquait pour les femmes les droits politiques et économiques. Ces droits devaient être obtenus -c'est ce que l'on estimait alors- d'abord par la lutte des travailleurs dans une société socialiste.

C'est d'abord dans les pays anglo-saxons que s'est développée l'idée que l'émancipation des femmes ne pouvait venir que d'elles-mêmes.

Aux Etats-Unis ce mouvement est représenté par Margaret Fuller, amie de Georges Sand, qui avait souscrit aux idéaux de la Révolution de 1848.

En Angleterre, dès 1825 a paru le premier "Manifeste des droits des femmes", de William Thompson, inspiré par Anna Wheeler.

De sorte qu'à la première convention fondatrice de l'International Council of Women (ICW) en 1888, participaient 66 Américaines et seulement 8 Européennes.

C'est certainement à la culture latine qu'il faut imputer le retard de l'éclosion du féminisme français. Jenny d'Héricourt et Juliette Lambert s'opposaient alors aux penseurs anti-féministes de l'époque tels Auguste Comte, Michelet, Girardin et Proudhon. Mais le développement du féminisme s'est accéléré sous la pression de trois données :

- La liberté de réunion en 1868 permit l'ouverture de clubs et la fondation de journaux féministes, relayée par la Commune.

- L'accès à l'éducation au niveau primaire, puis secondaire a permis de diffuser l'idée d'égalité.

- La société française s'est progressivement laïcisée. L'idéologie féministe s'est précisée au XXe siècle mais le combat a connu des incertitudes jusqu'aux années soixante.

En 1901 une quarantaine d'associations et oeuvres féminines ayant pour objet l'amélioration du sort de la femme du point de vue éducatif, moral et social se sont regroupées autour du Conseil national des femmes françaises (CNFF). Des femmes aux origines sociales et aux convictions très diverses en faisaient partie. De cette époque datent quelques premiers succès : la libre disposition de ses gains professionnels par la femme mariée en 1907, les lois et les sanctions contre l'abandon de paternité en 1912, l'entrée des femmes dans les grands organismes administratifs (conseils supérieurs de l'Assistance publique, des PTT, des prisons, Comité interministériel du travail féminin, etc...), l'application de l'égalité de salaire entre instituteurs et institutrices.

Pendant la Guerre de 1914-1918, les hommes sont au front et les femmes travaillent à l'usine, notamment dans les usines d'armement et dans les exploitations agricoles. Les femmes sont ainsi puissamment intégrées dans les circuits économiques. Les femmes n'en obtinrent pas plus de droits pour autant, puisque la législation n'a pas été réformée. Ce sont des fictions temporaires qui ont permis, notamment par l'accord tacite des absents mobilisés, de pallier les difficultés statutaires relatives à l'incapacité juridique de la femme. La convention de la Société des

Nations devait toutefois inclure le principe "à travail égal, salaire égal" défendu par les associations féministes. C'est une Française, Madame Avril de Sainte-Croix qui devint la déléguée permanente à la SDN de toutes les associations féminines non gouvernementales.

Pendant l'entre-deux guerres se produisent certaines avancées. Mais d'importants freins sont en même temps maintenus.

En 1924, il est admis enfin que l'Etat accorde aux jeunes filles les mêmes conditions de préparation du baccalauréat qu'aux garçons.

En 1930, bien que les femmes aient obtenu le droit de passer l'agrégation, il n'y avait que sept femmes professeurs de faculté.

En 1927, les femmes obtenaient l'égalité de salaire aux PTT, à la Caisse des Dépôts et Consignations et dans l'enseignement secondaire.

Mais une discrimination était maintenue : une limite au nombre des femmes était fixée pour éviter le chômage masculin.

L'accès des femmes aux professions libérales était possible. Mais il n'y avait que 519 femmes médecins en 1929 (7 en 1882, 95 en 1903 et 300 en 1921). En 1914, il n'y avait que 12 avocates.

La montée du chômage dans les années 30 obligea les associations militantes à défendre âprement le droit des femmes à l'emploi.

Du point de vue de la vie privée, en 1932, fut reconnu le droit de la femme mariée à un étranger de garder sa nationalité. Mais la réforme du statut matrimonial intervenue en 1938 a maintenu intacte l'essentiel des droits du mari. La loi de 1920 interdisait l'avortement et le contrôle des naissances, et donc toute dissociation de la sexualité et de la procréation, prônée notamment par Nelly Roussel.

En politique, les interventions des féministes en faveur du pacifisme n'ont que peu de succès. Certes, trois femmes sont sous-secrétaires d'Etat dans le Gouvernement de Léon Blum en 1936. Il s'agit d'Irène Joliot Curie, proche du parti communiste, à la Recherche scientifique, de l'ancienne institutrice Suzanne Lacore, socialiste, à la Santé publique et de Cécile Brunshvicg, radicale, à l'Education nationale.

Les années soixante sont vraiment les années des luttes féminines.

Ces luttes ont été mondiales. Elles ont accompagné les conflits politiques majeurs qui ont ébranlé les sociétés politiques occidentales, aussi bien les révoltes estudiantines que les

mouvements contre la guerre du Viêt-nam aux Etats-Unis ou les événements de mai 1968 en France.

La subordination de la femme à l'espèce s'est plus nettement distendue. Trois facteurs ont durablement modifié la vie des femmes : la prolongation de la vie, la diminution de la mortalité infantile, la maîtrise de la conception qui disjoint l'existence féminine de la fonction reproductrice. Sont alors apparues la revendication du "droit au plaisir", aidée par la diffusion massive des idées psychanalytiques, et des possibilités nouvelles créées par la transformation des conditions techniques et sociales.

La dissolution des communautés existantes s'est accélérée depuis trente ans et a contribué à abolir les liens de dépendance personnelle. Elle débouche en principe sur la liberté personnelle, les droits de l'Homme, l'égalité, au détriment de cellules organiques, telle la famille patriarcale.

Une des conséquences de cette transformation est l'effacement de l'image traditionnelle de la femme et des modèles culturels qui réglaient les rapports à l'intérieur du couple et de la famille, ainsi que des systèmes de valeur et d'entr'aide réciproque qui en sont inséparables. Cette crise liée à des aspirations nouvelles peut être comparée à celle des rapports entre parents et enfants, ou entre enseignants et enseignés. Des besoins nouveaux d'épanouissement multilatéral, d'affirmation de soi et d'autonomie apparaissent alors.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

"Nous ne sommes plus, comme nos aînées des combattantes ; en gros, nous avons gagné la partie" écrit Simone de Beauvoir.

Mais est-ce vraiment si sûr ?

Les droits conquis par les femmes sont-ils suffisants et sont-ils suffisamment concrétisés ? Partout, l'égalité entre les femmes et les hommes n'est plus considérée comme une priorité par les gouvernements et même par les acteurs sociaux. Sans doute parce que ce thème, dont la charge était si fortement revendicative, est désormais accepté, qu'il est récupéré et intégré, et qu'il justifie ainsi de se contenter d'un droit plus théorique que pratique.

En d'autres termes, sommes-nous rentrés dans le post-féminisme ?

Après avoir obtenu une législation et une réglementation concrétisant au moins en partie les mots d'ordre des organisations féministes des années soixante et soixante-dix, les autres revendications, souvent plus radicales, voire extrémistes, se sont essouffées et les mouvements féministes paraissent avoir été marginalisés par un "esprit du temps", plus réceptif à l'individualisme et au repli sur soi qu'au militantisme et à l'action collective.

Par ailleurs, les luttes ont été le fait de femmes qui n'appartiennent plus à la génération des 18-30 ans, laquelle tient les acquis récents pour des évidences. Une certaine indifférence a gagné les jeunes ainsi qu'un certain conservatisme.

Les résultats des sondages effectués auprès des femmes, sur des thèmes naguère mobilisateurs, démontrent une certaine indifférence devant l'utilisation abusive de la femme dans les publicités, ou devant les images sexistes dans les manuels scolaires, ou encore face à la candidature de femmes lors des scrutins électoraux, alors que la maîtrise de la fécondité est un fait acquis qui semble ne pas pouvoir être remis en cause.

Ce consensus autour d'un certain "recentrage" au détriment du militantisme se caractérise par un repli sur les valeurs individualistes. **Se taire pour préserver** : cette attitude, qui ne transige pas avec le droit sur sa propre personne, se fonde sur le droit d'être responsable de soi-même, de son propre corps, de sa liberté dans l'activité professionnelle, mais n'est pas incompatible avec un esprit de conciliation peu répandu naguère.

**Or, le combat collectif n'est pas dépassé et n'est pas vain.**

Les femmes ont encore à se battre pour obtenir une égalité de fait. L'égalité exige encore beaucoup d'effort de la part de celles qui veulent en bénéficier.

Certains des droits qui paraissaient désormais acquis peuvent être remis en question.

Par exemple, les élections municipales de 1989 en France se sont caractérisées par un ralentissement de la féminisation des élus.

L'arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis du 3 juillet 1989 permet à chaque Etat de limiter la liberté de l'avortement. Cet arrêt, sans remettre en cause le droit reconnu en 1973 par la jurisprudence *Wade v/Roe* reconnaît le bien fondé de l'interdiction par l'Etat du Missouri de toute contribution publique aux avortements.

Cet arrêt a donné lieu à d'importantes manifestations "Pro Choice" et aussi "Pro Life" aux Etats-Unis.

Un arrêt de la Cour d'appel du Québec du 26 juillet 1989 a interdit à une femme d'avorter contre la volonté de son mari.

L'égalité ne va pas de soi et certains acquis peuvent même être remis en question.

Il faut donc que les femmes restent au moins vigilantes sur les acquis qui résultent des transformations profondes de la société.

2. *Des transformations profondes de la société ont modifié la place de la femme*

Nous retiendrons huit transformations principales qui ont modifié la place de la femme dans la société et préparé l'aspiration à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Il s'agit :

- de la reconnaissance du statut politique de la femme et du principe constitutionnel de l'égalité des droits ;
- de la transformation du statut juridique et familial de la femme (droit de la personne et droit des biens) ;
- du changement de signification du mariage ;
- de la reconnaissance de la vie maritale ;
- de la modification des rôles dans le couple contemporain ;
- du droit à la contraception, conquête de l'autonomie des femmes ;
- de la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse ;
- des progrès de la biologie et de la génétique.

a. La reconnaissance du statut politique de la femme et du principe constitutionnel de l'égalité des droits

La reconnaissance du statut politique de la femme et du principe constitutionnel de l'égalité des droits a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'égalité professionnelle.

- L'obtention du droit de vote

Selon le programme adopté par le Conseil national de la Résistance, l'ordonnance du 21 avril 1944 signée par le Général de Gaulle accorde le droit de vote aux Françaises et le droit d'être élues. Les Françaises votent pour la première fois aux municipales du 20 avril 1945 puis aux élections pour l'Assemblée constituante dans laquelle siègent trente neuf femmes.



